



Déclaration du Congrès de la fédération des Sgen-CFDT du 22 juin 2010

présentée par le Conseil fédéral

Les choix politiques du Président de la République et de son gouvernement sont autant de régression pour les citoyens et les salariés de ce pays, qu'ils travaillent dans le secteur public ou dans le privé.

Les annonces récentes de la suppression de 34 000 postes vont de nouveau contribuer à dégrader les services publics. Dans l'Éducation nationale, ce sont encore une fois les conditions de réussite des élèves et les conditions de travail des personnels qui vont se dégrader. Abandonnant toute ambition en matière de politique éducative, le gouvernement recherche avant tout à poursuivre le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, comme l'illustre la désastreuse réforme de la formation des maîtres. De même, sur la mise en place d'une commission sur les rythmes scolaires, le Sgen-CFDT sera vigilant à ce que ce débat nécessaire ne se réduise pas à une nouvelle manœuvre visant les mêmes objectifs comptables. Enfin, le Sgen-CFDT s'élève vigoureusement contre le blocage des salaires dans les fonctions publiques annoncé par le ministère de la fonction publique, blocage qui s'inscrit dans la logique du gel des dépenses de l'État.

Les choix du Président de la République et de son gouvernement sur la réforme des retraites confirment l'orientation qui consiste à s'en prendre aux plus démunis :

- en reportant brutalement à 62 et 67 ans des âges légaux, il pénalise d'abord les salariés ayant commencé à travailler jeunes et ceux qui ont eu des carrières discontinues et devront attendre 67 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein ;
- en ne faisant contribuer qu'à la marge les hauts revenus et ceux du capital, il fait supporter 85 % des efforts par les salariés ;
- en remettant en cause la règle de départs des fonctionnaires ayant 15 années de service et 3 enfants, en imposant aux fonctionnaires une augmentation de leur cotisation conduisant à une baisse de leur pouvoir d'achat, il touche d'abord les personnels de catégorie C et particulièrement les femmes.

La réforme des retraites proposée par le gouvernement est injuste car elle ne traite pas les inégalités qui persistent. Elle est injuste et inefficace enfin à l'égard des générations futures puisqu'elle n'assure pas l'avenir du financement des retraites au-delà de 2018.

La fédération des Sgen-CFDT appelle l'ensemble des salariés à se mobiliser le 24 juin prochain et à se joindre aux manifestations organisées dans tout le pays.